

Le compte n'y est pas !



Est-ce cela, la réponse de Pierre Louette au mouvement pour la titularisation des précaires qui s'est développé de façon spectaculaire et spontanée ?

La titularisation de 17 journalistes précaires consentie par la direction d'ici fin 2010 montre le mépris avec lequel on traite ceux qui font vivre l'Agence au quotidien. Cette proposition est d'autant plus honteuse que le PDG sait parfaitement que la situation de **plusieurs dizaines de précaires** serait requalifiée en CDI par n'importe quel tribunal compétent.

Quant à l'argument selon lequel l'AFP n'a pas les moyens de remédier à cette situation, rappelons que c'est le même Pierre Louette qui veut demander 45 millions d'euros à l'Etat afin d'acheter ou de créer une kyrielle de filiales, dont chacune emploierait d'autres salariés sous des statuts divers et variés. Alors que tout ce qu'il propose pour le personnel, c'est le gel des salaires, un plan de départs et toujours plus de précarité. De qui se moque-t-on ?

Pas un seul laissé-pour-compte !

Une perspective claire pour chacun !

Se contenter de 17 régularisations, c'est capituler, alors que de très nombreux salariés se sont déclarés prêts à passer à l'action.

Au-delà des situations les plus dramatiques, contraires aux lois de ce pays, les nombreux témoignages envoyés à l'Intersyndicale montrent les formes très diverses de précarité et d'exclusion : CDD et pigistes de longue date, rédacteurs contraints à accepter un poste sous statut local. Sans parler de bon nombre de salariés de statut local à travers le monde, dont les protections et les conditions de travail sont bien souvent inférieures à celles des statuts de siège.

SUD propose aux autres syndicats de préparer enfin la grève de 24 heures reconductible qui avait été envisagée avant les rencontres avec la direction.

Assemblée générale du personnel, à l'appel de l'Intersyndicale, Vendredi 23 octobre à 15h00

Les revendications de SUD

- SUD réclame la régularisation immédiate de toutes les situations illégales : requalification des pigistes employés à plein temps en CDI statut siège, titularisation des CDD occupant des postes vacants.

.../...

Le compte n'y est pas (suite)



- Des postes de CDI statut siège pour tous les anciens pigistes et CDD travaillant sous contrat local à l'étranger.
- Un calendrier d'embauche pour TOUS les autres précaires et exclus.
- Retour à des principes clairs et conformes à la loi : recours à des CDD uniquement pour des remplacements (vacances, maladies, maternité...), mettre fin à l'abus du statut de pigiste.
- Titularisation en journaliste CDI des salariés non-journalistes de l'Agence qui ont suivi une formation de journalisme et qui ont réussi les tests ! Qui supprime des postes de non-journalistes doit proposer des passerelles vers la rédaction !

La précarité, c'est une épée de Damoclès au-dessus de la tête, c'est la négation de la liberté, une atteinte à la crédibilité d'une entreprise dont la mission d'intérêt général vise à renforcer la démocratie en assurant le droit à l'information.

Journalistes, cadres, employés, ouvriers, même combat !

Beaucoup de non-journalistes ont exprimé leur solidarité avec le mouvement pour l'intégration des journalistes précaires. Mais en même temps, le risque de voir les régularisations de précaires chez les journalistes se traduire par des suppressions de postes chez les non-journalistes, selon le principe des vases communicants, est bien réel.

Diviser les différentes catégories de personnel entre elles, c'est la méthode classique de toutes les directions. SUD appelle l'ensemble des salariés et de leurs représentants à ne pas rentrer dans une telle logique. Si la précarité VISIBLE touche essentiellement des journalistes, il est évident que les restrictions budgétaires se font aussi durement ressentir chez les non-journalistes : recours à l'intérim, non-remplacement des absences...

Des services non-rédactionnels efficaces sont indispensables pour la bonne marche de l'Agence et son indépendance ; défendons-les !

SUD demande à l'ensemble des syndicats de s'engager fermement contre toute externalisation de services rédactionnels et non-rédactionnels.

Combattre la précarité, c'est aussi défendre l'AFP

SUD-AFP, le vendredi 23 octobre 2009